



# **Le prix de l'inégalité**

**de Joseph Stiglitz**

Manon MAJESTÉ, Maxime VIALA  
Jérôme BREZILLON, Francis LARA



Cette oeuvre, création, site ou texte est sous licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.  
Pour accéder à une copie de cette licence, merci de vous rendre à l'adresse suivante <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/> ou envoyez un courrier à Creative Commons, 444 Castro Street, Suite 900, Mountain View, California, 94041, USA.

*Le prix de l'inégalité,  
par J. STIGLITZ*

Il pose des constats sur les rapports de force au sein de nos sociétés, sur les dynamiques qu'ils génèrent. Il réhabilite le rôle d'un Etat qui doit prendre ses responsabilités, qui doit faire face aux dysfonctionnements d'un marché créateur d'inégalités fracturant la classe moyenne américaine.

Il a obtenu le « prix Nobel » d'économie, il a été économiste en chef à la banque mondiale et conseiller économique de Bill Clinton. Chef de file des néo-keynésiens, Joseph Stiglitz, un homme issu du système, a basculé. Sa critique acerbe du modèle dominant, ses descriptions, au scalpel, des dérives du système américain et mondial, appellent à une remise en cause profonde.

Après avoir présenté l'ouvrage de Piketty : Le capital au XX<sup>ème</sup> siècle, nous abordons celui de J. Stiglitz : Le prix de l'inégalité. Ils se complètent, ils s'articulent, ils fixent des constats auxquels il faut faire face.

Rentrons ensemble dans cet ouvrage riche en enseignements, comme une invitation à mener une offensive intellectuelle et politique.

# 1. Des inégalités croissantes aux Etats-Unis

*« L'un des aspects les plus sinistres de l'économie de marché ainsi apparus au grand jour (suite à la crise des subprimes) est l'inégalité massive, croissante, qui effiloche le tissu social américain et la viabilité économique du pays. »*

*« Chacun sait qu'il y a des riches et des pauvres en Amérique ; même si cette inégalité n'est pas uniquement due à la crise des subprimes et à la récession qui l'a suivie – elle augmentait depuis trois décennies –, la crise l'a tant aggravée qu'on ne peut plus l'ignorer. »*

« Le 1% » le plus fortuné possède plus d'1/3 de la richesse des Etats-Unis. Le revenu du salarié moyen à temps plein stagne depuis plus d'un tiers de siècle. La rémunération des PDG américains a retrouvé, en 2010, son niveau d'avant crise. « Le 1% » le plus fortuné a accaparé 93% du supplément de revenu créé dans le pays en 2010.

Il y a 30 ans, ce « 1% » ne recevait « que » 12% du revenu national. Depuis, il a augmenté de manière exponentielle. Durant les trente années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, la croissance des revenus concernait davantage les plus aisés, mais touchait tous les secteurs. La conjoncture était favorable, les politiques menées par l'Etat également (l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur ou encore la fiscalité progressive...).

*Le prix de l'inégalité,*  
par J. STIGLITZ

Depuis les années 80, l'évolution des courbes a changé... et le fossé s'est creusé : les inégalités se sont accrues, les richesses sont allées de plus en plus vers ceux qui en possédaient déjà quand ceux qui se trouvaient déjà en difficulté durent faire face à un appauvrissement accru. Dans le même temps, on constate le démantèlement des dispositifs que l'Etat avait mis en place pour réduire les injustices de marché.

Pour mesurer l'inégalité, on utilise souvent le coefficient de Gini : si ce dernier est à 0, cela signifie qu'il n'existe pas d'inégalité. En revanche, si la globalité du revenu n'est accaparée que par une seule personne, le coefficient de Gini est de 1, et on parle d'inégalité « parfaite ». Pour les sociétés plutôt égalitaires, le coefficient s'élève autour de 0,3 (comme la Suède, la Norvège ou encore l'Allemagne). Les sociétés les plus inégalitaires ont des coefficients dépassant 0,5 (comme l'Afrique ou l'Amérique latine) et les USA sont en voie de devenir l'un deux. En effet, l'Amérique est plus inégalitaire que tous les autres pays industriels avancés et fait moins que les autres pour corriger ces injustices. De fait, les inégalités aux USA augmentent plus vite que dans les autres pays.

Stiglitz démontre que ce sont les politiques de l'Etat qui ont conduit à l'augmentation des inégalités. Il constate que leur ampleur mine la croissance et entrave l'efficacité économique. Il acte qu'aucune nouvelle richesse n'est actuellement créée et que les rapports de force pour la répartition de celles qui existent sont très largement favorables à ceux qui sont déjà les plus riches. La dynamique économique creuse donc un fossé de plus en plus profond...

La thèse de l' « économie du ruissellement » qui suppose que l'enrichissement des plus riches profite finalement à tous, notamment en stimulant la croissance, se voit ainsi franchement remise en cause par l'exemple américain : les richesses accumulées par les plus aisés le sont aux dépens de ceux qui le sont le moins. Le gâteau ne grossit pas et ceux qui avaient la plus grosse part la voit s'accroître.

*Le prix de l'inégalité,  
par J. STIGLITZ*

Pour résumer, les riches américains s'enrichissent, les pauvres deviennent plus pauvres et plus nombreux et la classe moyenne se vide. Enfin, les inégalités n'apparaissent pas uniquement dans les revenus, mais également dans les fortunes accumulées où les écarts sont encore plus importants...

Cette évolution ne tombe pas du ciel. Elle est la conséquence directe de choix politiques et de l'influence déployée par les plus aisés pour que la dynamique en place ne soit pas entravée par l'Etat.

## **2. La recherche de rente : fabrication de l'inégalité sociale**

*« La recherche de rente n'est pas seulement un comportement endémique dans les pays riches en ressources du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Amérique Latine. Elle est devenue endémique aussi dans les économies modernes, notamment la nôtre »*

Bien que les forces de marché aient fortement contribué à instaurer des inégalités importantes, c'est la politique de l'Etat qui dessine ces forces de marché. En effet, les inégalités que connaissent les américains découlent en grande partie de la stratégie des pouvoirs publics. Les inégalités sont ainsi dues à des forces politiques autant qu'économiques. Dans une économie moderne, l'Etat met en place et contrôle les règles du jeu : c'est lui qui décide de « *ce qui relève de la concurrence loyale et ce qui est tenu pour anticoncurrentiel ou illégal, qui reçoit quoi en cas de faillite, lorsque le débiteur ne peut pas payer ce qu'il doit, quelles sont les pratiques frauduleuses et interdites* ». C'est également l'Etat qui alloue les ressources et, via les impôts et les dépenses sociales, organise la répartition du revenu qui provient du marché (lui-même contrôlé par la technologie et la politique). C'est, de plus, l'Etat qui a le pouvoir de contrôler la fortune, notamment à travers l'impôt sur les successions et l'accessibilité à l'enseignement public.

*Le prix de l'inégalité,*  
par J. STIGLITZ

Les politiques fiscales et budgétaires progressistes – qui taxent les riches plus que les pauvres et assurent une bonne protection sociale – peuvent limiter le degré d'inégalités. Or, le système politique américain fonctionne de plus en plus sur un mode qui accroît l'inégalité des résultats et réduit l'égalité des chances. *« C'est un système qui accorde un pouvoir hors norme à ceux d'en haut, et ils l'ont utilisé pour limiter l'ampleur de la redistribution, mais aussi pour modeler les règles du jeu en leur faveur et soutirer à la population de « gros » cadeaux ».* C'est ce que les économistes appellent la « recherche de rente » qui consiste à obtenir des revenus, non en étant rémunéré pour la richesse que l'on a créée, mais en accaparant une plus large part de la richesse qui aurait de toute façon été créée ailleurs.

L'un des moyens d'enrichissement des américains les plus aisés consiste donc à utiliser leur puissance économique et politique pour se favoriser eux-mêmes et ainsi accroître leurs propres revenus aux dépens des autres. Durant ces dernières années, la forme de recherche de rente la plus convoitée est l'exploitation des pauvres et des non-initiés par les financiers. Ces derniers ont gagné des sommes faramineuses en *« agressant ces catégories par le crédit prédateur et les pratiques abusives autour des cartes de crédit »* et l'Etat n'a rien fait pour empêcher ou limiter ces abus. Il n'a pas cherché à mettre un terme à ces activités, ni en les faisant interdire par la loi ni en faisant respecter la législation existante.

Au-delà de la recherche de rente, le système fiscal permet également aux plus aisés d'acquérir et de conserver leur richesse. On l'appelle *« l'impôt régressif »*.

**J. Stiglitz souligne que l'Etat n'a pas joué son rôle et a ainsi participé à creuser le fossé existant.**

Il est possible d'illustrer cette influence des plus aisés par des exemples très concrets :



*Le prix de l'inégalité,*  
par J. STIGLITZ

- une politique fiscale qui a moins imposé les très riches, notamment lorsque les marchés ont commencé à être inégalitaires. L'idée de ce choix était de réduire la fiscalité des riches pour stimuler le travail et l'épargne. On constate l'échec de cette approche dont le seul résultat concret a été l'augmentation du déficit.

- une baisse des taux d'imposition sur les plus-values. Réduire cet impôt revient à réduire l'impôt des très riches. Ce choix aboutit à ce que ces derniers aient en moyenne un taux d'imposition plus bas que les contribuables moins aisés.

- une baisse de l'imposition sur les successions. Les Etats-Unis sont en voie de devenir progressivement un pays d' « oligarchie héréditaire ».

- une imposition sur les entreprises favorable à la protection des revenus des plus riches : le taux d'imposition sur le revenu des sociétés est ainsi très faible et le code des impôts « criblé de failles ».

Stiglitz remarque que la plupart des individus qui se trouvent les plus fortunés ne sont pas des inventeurs qui ont révolutionné la technologie, ce sont plutôt des « génies des affaires », (c'est notamment le cas de ceux qui ont réussi à instaurer un monopole durable sur un marché).

Stiglitz met donc en avant qu'il y a de bonnes raisons politiques à ne pas trop interférer, surtout quand les financements des campagnes électorales en dépendent... Il relève le poids et le niveau d'influence des plus aisés sur le système, jusqu'à mettre en avant une démocratie en danger.

## **3. Une démocratie en danger**

*« On croit notre système politique truqué avec plus de force encore qu'on estime notre système économique injuste »*

Le système actuel semble avoir remplacé le principe originel de la démocratie « une personne, une voix » par « un dollar, une voix ».

Le pouvoir de l'argent pèse. Le système en place le permet, il a même ouvert les vannes... Affaire *Citoyens unis contre commission électorale fédérale*, la décision de la Cour suprême comme le symbole d'un basculement vers le « no limit ». En 2010, elle autorise les entreprises à financer les campagnes électorales sans aucun plafond. Elle autorise ainsi les syndicats et les entreprises à exercer leur droit de vote en soutenant des candidats dans des élections, au même degré que les êtres humains. Dans la mesure où les entreprises ont des ressources largement supérieures à celles de la grande majorité des citoyens américains, cette décision crée une classe électorale de super-riches dont l'intérêt politique se résume à l'accroissement de leur profit. L'électeur médian (la moitié des électeurs gagne plus que lui et l'autre moitié moins que lui) est plus riche que l'américain médian. L'électorat est ainsi biaisé, déplacé vers le haut. De plus, le « haut » a longtemps convaincu le « milieu » de voir le monde sous un angle tel que les mesures servant les

*Le prix de l'inégalité,*  
par J. STIGLITZ

intérêts des riches lui paraissent en harmonie avec ses propres intérêts. L'économie du ruissellement est dans les têtes, mais la crise est survenue et a frappé fort.

« *La classe moyenne est la colonne vertébrale de notre démocratie* ». Or, la dynamique du marché du travail et du système qui l'accompagne la vide. La fracture s'accroît, la tension augmente.

Pour Stiglitz, il faut réformer le processus politique en le rendant plus sensible à l'intérêt de la majorité et y réduire l'emprise de l'argent. Cela aboutirait à une « démocratie plus démocratique ». Il propose de revoir les financements privés des campagnes électorales, notamment en autorisant les entreprises à les financer si et seulement s'il y a eu un vote préalable avec les actionnaires. Il considère toutefois le système bloqué : les plus fortunés détiennent beaucoup de ressources pour continuer à assurer leurs intérêts propres.

Le fossé se creuse, la rupture n'est pas loin...

## **4. Fragmentation de la société**

*« L'inégalité est peut-être à la fois une cause et une conséquence de la dégradation de la cohésion sociale dans les quatre dernières décennies »*

J. Stiglitz démontre l'importance de la confiance des citoyens, du capital social et de l'équité pour la bonne santé de l'économie. Or, c'est un mouvement inverse qui se dessine. Les dynamiques d'accumulation mises en avant travaillent ainsi la société américaine en profondeur.

S'ajoutent les injustices constatées qui viennent miner le fonctionnement de l'économie américaine. On relèvera notamment :

-L'enrichissement des dirigeants d'entreprises aux dépens des actionnaires et salariés.

-La discrimination économique contre notamment les femmes, les afro-américains et les hispaniques dont les rémunérations sont largement inférieures à ceux des hommes blancs.

*Le prix de l'inégalité,*  
par J. STIGLITZ

-L'accès à l'éducation dépend de plus en plus du revenu, de la fortune et du niveau d'instruction des parents dans la mesure où l'enseignement supérieur est de plus en plus coûteux (les Etats réduisent leurs aides et l'inscription de base pour une année coûte en moyenne environ \$40,000).

Par ailleurs, pour accéder aux meilleures universités, il faut avoir fréquenté les meilleures écoles maternelles, primaires et les meilleurs lycées. Les pauvres ne peuvent pas mettre leurs enfants dans les écoles primaires et secondaires privées de haut niveau et encore moins habiter les quartiers riches dans lesquels l'enseignement public est de très bonne qualité. Une ségrégation spatiale s'établit : les riches et les pauvres vivent de moins en moins à proximité.

On constate également que parmi les diplômés des universités, ce sont ceux dont les parents sont les plus fortunés qui réussissent le mieux. On retrouve l'importance du réseau. L'accumulation de ces facteurs conduit inéluctablement à une « oligarchie héréditaire ».

Stiglitz souligne enfin que les USA ont dépensé plus pour les banques que pour aider les personnes au chômage suite à la récession (elle-même provoquée par les banques). Un filet de sécurité pour les banques a été créé, et il est beaucoup plus solide que celui qui est destiné aux pauvres.

Pour faire face, J. Stiglitz souligne l'importance des dépenses publiques pour éviter que les pauvres ne continuent à s'appauvrir. Des études ont prouvé l'efficacité de telles structures. Par exemple, le crédit d'impôt sur le revenu du travail, qui apporte un supplément de revenu aux familles de travailleurs pauvres, réduit à lui seul de 2% le taux de pauvreté. De même pour les allocations logement, les bons d'alimentation, la gratuité des cantines scolaires... qui influent fortement sur la baisse de la pauvreté.

Les conséquences, les dangers de ruptures, découlant des dynamiques à l'œuvre et du modèle défendu avec âpreté par une caste sont source de grands déséquilibres : « *Le degré auquel l'économie et la politique*

*Le prix de l'inégalité,  
par J. STIGLITZ*

*mondiales évolueront en harmonie avec nos valeurs et nos intérêts dépendra largement du degré auquel notre système économique et politique œuvrera en faveur de la plupart des citoyens. En un temps où les démocraties grandissent dans de nombreuses régions du monde, un système économique et politique qui abandonne la plupart de ses citoyens – comme le nôtre – ne fera pas figure de modèle à imiter, et les règles du jeu préconisées par un pays de ce genre seront perçues négativement ».*

Il s'agit ainsi désormais d'ajouter l'ingrédient de la mondialisation dans la dynamique constatée et de mesurer son influence sur celle-ci.

## 5. La mondialisation à l'origine de l'accroissement des inégalités

*« Ces résultats ne devraient pas nous surprendre : si elle est gérée pour le 1%, la mondialisation offre un mécanisme capable, simultanément, de faciliter l'évitement fiscal et de créer des pressions qui mettent le 1% en position de force dans les négociations internes des entreprises mais aussi en politique »*

La mondialisation et la libéralisation financière ont entraîné la baisse des entraves à la libre circulation des capitaux et l'abaissement des barrières au commerce international. Aussi bien la mondialisation du commerce (c'est à dire la circulation des biens et services) que celle des marchés des capitaux (l'intégration du marché financier international) a vivement participé à l'augmentation des inégalités. La menace de délocalisation de la part des entreprises débouche sur des baisses de salaire importantes mais aussi sur des conditions de travail qui s'aggravent. La mondialisation actuelle rend plus difficile la mise en œuvre de politiques fiscales et budgétaires nécessaires pour la construction de sociétés plus égalitaires et permettant une plus forte mobilité sociale.

La mondialisation sert directement « les 1% ». La libéralisation des marchés des capitaux n'a pas, selon Stiglitz, été bénéfique pour la croissance des pays, bien au contraire. Elle aggrave l'instabilité et les inégalités. La mondialisation permet aux entreprises d'avoir recours à la menace de la délocalisation si des mesures financières lourdes envers elles sont

*Le prix de l'inégalité,*  
par J. STIGLITZ

mises en place. Or, Stiglitz explique que ces départs pourraient être bénéfiques dans la mesure où « *la société des excès du secteur financier – les renflouements, le chaos économique, l'inégalité – dépasse de très loin les quelques emplois qu'il crée. Les spéculateurs s'en iront mais les sociétés qui effectuent les activités financières vraiment importantes – celles qui prêtent aux entreprises locales – resteront* ».

Stiglitz dénonce la volonté de ces 1% de mener une mondialisation asymétrique. Il imagine un monde avec une libre circulation du travail mais pas du capital. Ainsi, les pays rivaliseraient pour attirer les travailleurs, leur garantissant des conditions de travail attractives ainsi qu'une fiscalité faible. Cela serait financé par de lourds impôts sur le capital. Mais ce n'est pas le monde dans lequel nous vivons. Aujourd'hui, les entreprises peuvent faire jouer les leviers politiques et imposer des réductions d'impôts.

Stiglitz dénonce que, depuis trente ans, l'idée dominante stipule que des marchés flexibles contribuent directement au dynamisme économique. Il réfute ce postulat et explique au contraire qu'une protection forte des salariés corrige le déséquilibre des forces économiques et permet de bâtir une société plus unie.

Une autre façon de gérer la mondialisation est possible, mais elle suppose une mondialisation « avec entraves ».



## 6. *Un autre monde est possible*

*« Nous pouvons rompre le cercle vicieux où la domination politique des riches induit des croyances et des choix publics qui aggravent l'inégalité économique et renforcent leur domination politique »*

Pour que l'économie soit plus efficace et la société plus juste, il faudrait tempérer les excès. Respecter les règles du jeu est primordial selon Stiglitz. En s'occupant plus de notre société (notamment dans l'éducation, la technologie et les infrastructures) et en renforçant la sécurité des « citoyens moyens », l'économie se porterait mieux.

Le programme de réforme économique que préconise Stiglitz doit accroître l'efficacité économique, l'équité et l'égalité des chances. Nous reprenons les grandes lignes proposées :

### ***I. « Réduire la recherche de rente : une meilleure efficacité économique et davantage d'égalité***

- a) Juguler le secteur financier
  - Juguler l'excès de risque et les sociétés financières trop grandes et trop interconnectées pour faire faillite ;
  - Plus de transparence des banques ;
  - Assurer plus de concurrence entre les banques et les compa-

*Le prix de l'inégalité,*  
par J. STIGLITZ

gnies de cartes de crédit ;

- Limiter le recours au crédit prédateur et aux pratiques abusives concernant les cartes de crédit ;
- Juguler les bonus qui encouragent l'excès de risque ;
- Fermer les paradis fiscaux offshore qui ont permis de contourner la réglementation et de promouvoir l'évasion et l'évitement fiscaux.

b) Renforcer les lois sur la concurrence et mieux les faire respecter

Les monopoles et les marchés imparfaitement concurrentiels sont une source première de rente.

c) Améliorer la gouvernance d'entreprise, notamment pour limiter le pouvoir des PDG de détourner à leur profit personnel une large part des ressources de l'entreprise

d) Réformer la législation des faillites

C'est le prêteur qui connaît mieux le marché, et non l'emprunteur, qui doit endosser la responsabilité en cas d'erreur. Il s'agit dès lors d'avoir une législation des faillites plus favorable au débiteur, ce qui incitera alors les banques à faire plus attention quand elles prêtent.

e) Mettre fin aux cadeaux de l'Etat dans les transferts d'actifs publics comme dans les marchés publics

Actuellement, une grande partie de la recherche de rente passe par l'exploitation des contribuables.

f) Mettre fin à l'aide sociale aux entreprises

Toutes les failles, exceptions et exemptions du code des impôts réduisent la progressivité du système fiscal et faussent les incitations, notamment dans l'aide sociale aux entreprises. Si les grandes entreprises ont du mal à fonctionner, il faut les fermer.

*Le prix de l'inégalité,  
par J. STIGLITZ*

Cette réforme a un triple avantage : une économie plus efficace, moins d'excès en haut, plus de bien-être pour les autres.

g) Réforme de la justice : démocratiser l'accès et réduire la course aux armements

Dans le système actuel, ce sont ceux qui ont le plus de moyens financiers qui ont le plus de chance de se battre et de gagner.

## **II. Réforme de la fiscalité : une fiscalité progressive**

a) Rendre l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés plus progressifs et plus étanches

Un système fiscal équitable taxerait les spéculateurs au moins au même taux que ceux qui gagnent leur vie par leur travail. Il ferait en sorte que les riches paient au fisc, au minimum, un pourcentage aussi important de leurs revenus que ceux qui gagnent moins qu'eux. Il faut réformer l'impôt sur les sociétés pour éliminer les failles et pour encourager la création d'emplois et l'investissement.

b) Créer un impôt sur les successions plus efficace, et mis en œuvre efficacement, pour prévenir la création d'une nouvelle oligarchie

## **III. Aider les autres**

a) Améliorer l'accès à l'éducation

C'est ce qui crée l'égalité des chances. Il faut utiliser les fonds publics pour mieux soutenir l'enseignement supérieur public ou à but non lucratif, et pour financer des bourses afin que les pauvres puissent y avoir accès.

b) Aider les américains ordinaires à épargner

Contrairement aux riches, les pauvres n'ont aucune aide de la part du système fiscal. Des incitations de l'Etat à l'épargne des pauvres contri-

*Le prix de l'inégalité,*  
par J. STIGLITZ

bueraient à créer une société plus équitable, plus sûre, plus riche en opportunités, et où l'Amérique d'en bas et du milieu posséderait une part plus importante de la richesse nationale.

c) Assurer à tous l'accès aux soins

Les deux obstacles principaux aux aspirations économiques des citoyens sont la perte d'emploi et la maladie. Si les coûts sont élevés, c'est en partie à cause des compagnies d'assurance et l'industrie pharmaceutique qui veulent des rentes. Il faut limiter ces rentes, comme l'ont fait certains pays. Le manque d'accès au soin contribue beaucoup à l'inégalité, qui mine le dynamisme de l'économie.

d) Renforcer les autres programmes de protection sociale

Les programmes de l'Etat, comme le crédit d'impôt sur le revenu du travail, Medicaid, les bons d'alimentation et la caisse de retraite publique, ont été très efficaces dans la réduction de la pauvreté. Leur consacrer plus de moyen pourrait la réduire encore davantage.

#### **IV. Tempérer la mondialisation**

La mondialisation est biaisée, pour mettre le travail en position de faiblesse par rapport au capital. Trop souvent, on réagit à la menace de la mondialisation en s'attaquant au travail, en baissant les salaires des travailleurs et en réduisant la protection sociale. Il faut donc rééquilibrer la mondialisation. Il faut réglementer les flux de capitaux transfrontières, notamment spéculatifs et à court terme. Cela aboutirait à une économie où les marchés des capitaux feraient moins pression sur le reste de la société. Notre système de concurrence mondiale incite les entreprises à se localiser sur la base de la concurrence fiscale et non de l'efficacité mondiale.

#### **V. Rétablir et maintenir le plein emploi**

a) Une politique budgétaire de maintien du plein emploi et de l'égalité

- b) Une politique monétaire – et des institutions monétaires – de maintien du plein emploi

Une banque centrale plus responsable et plus représentative, et l'abandon de la concentration excessive sur l'inflation pour s'intéresser de façon plus équilibrée à l'emploi, à la croissance et à la stabilité financière.

- c) Corriger les déséquilibres commerciaux

- d) Des politiques actives du marché du travail et une amélioration de la protection sociale

L'Etat doit y jouer un rôle primordial. Les salariés vont avoir besoin d'une forte assistance pour passer des emplois en perte aux nouveaux emplois qui se créent. Il faudra de gros investissements dans l'éducation et la technologie pour garantir que ces nouveaux emplois seront au moins aussi bons que les anciens.

## **VI. Un nouveau pacte social**

- a) Soutenir l'action collective des travailleurs et des citoyens

La pénurie d'emplois et les asymétries de la mondialisation ont créé une concurrence sur le marché du travail. Importance des syndicats, que l'on essaye tant bien que mal de « miner ».

- b) Discrimination positive pour éliminer l'héritage de la discrimination

La discrimination est corrosive pour nos valeurs fondamentales, notre sentiment d'identité et la notion de nationalité. Il est essentiel de la prohiber par des lois fortes. Toutefois, la discrimination positive peut aider la société à évoluer dans un sens conforme à nos principes fondamentaux.

## **VII. Rétablir une croissance durable et équitable**

- a) Un programme de croissance, fondé sur l'investissement public
- b) Réorienter l'investissement et l'innovation pour préserver l'emploi et l'environnement

**Programme de réforme politique** : Réduire l'importance de l'argent dans le processus politique en rendant le vote obligatoire, ce qui change l'objectif des partis : il ne s'agit plus de faire venir les électeurs aux urnes, mais simplement de les informer.



Il s'agit de faire vivre le débat, de proposer des grilles de lecture, de saisir les lames de fond en mouvement, de penser les évolutions du monde d'aujourd'hui et d'en tirer toutes les conséquences

pour édifier celui de demain.

Nous avons des sensibilités multiples et la volonté de créer passerelles et espaces communs pour apporter notre modeste contribution face aux enjeux du 21<sup>ème</sup> siècle naissant.

<http://terranova91.fr>



terranova\_91